

Compte rendu de la conférence :

« LE SHERPA – MÉMOIRES D'UN DIPLOMATE AUX AVANT-POSTES DE L'HISTOIRE »



Le 25 mars 2025, Confrontations Europe accueillait à la Maison de l'Europe de Paris Philippe Étienne, ancien ambassadeur de France aux États-Unis, ancien conseiller diplomatique du Président de la République et sherpa G7/G20, à l'occasion de la parution de son ouvrage *Le Sherpa – Mémoires d'un diplomate aux avant-postes de l'Histoire* (éditions Tallandier).

Michel Derdevet, Président de Confrontations Europe, souligne d'emblée la richesse d'un parcours diplomatique exceptionnel – de Belgrade à Bonn, de Bucarest à Moscou, de l'Élysée à Washington – et rappelle que Philippe Étienne est également membre du Conseil scientifique de Confrontations Europe. C'est donc à la fois en tant que grand témoin de l'histoire européenne et en tant que partenaire intellectuel du think tank qu'il prend la parole.

I. L'Europe vue de l'intérieur et de l'extérieur : les leçons d'une carrière

Philippe Étienne souligne une conviction forgée au fil de ses postes : « *on ne peut pas comprendre l'Europe sans aller voir les Européens chez eux* ». Ses affectations successives – en Roumanie lors de la conclusion des négociations d'adhésion, dans les pays baltes, en Finlande, au Portugal, en Hongrie – lui ont permis de saisir la diversité des aspirations européennes et la profondeur de l'attachement à l'Union dans des pays qui ont dû conquérir leur place en son sein.

Il livre ensuite ce qu'il considère comme un paradoxe fondateur : « *l'Europe se vit plus intensément à l'extérieur qu'à l'intérieur* ». C'est en se retrouvant avec ses homologues européens face à une administration Trump, ou en observant le drapeau européen brandi par les manifestants sur la place Maïdan lors de la crise ukrainienne de 2014, que ce sentiment européen prend toute sa force.

À cette réalité s'en ajoute une plus préoccupante : le sentiment persistant d'éloignement des citoyens vis-à-vis des institutions, que Philippe Étienne attribue non pas à un déficit de transparence – « *je connais peu d'endroits où tout est aussi transparent qu'à Bruxelles* » – mais à un véritable problème de lisibilité. Les processus décisionnels européens, complexes par nature, ne sont pas suffisamment mis en récit par les dirigeants nationaux, qui préfèrent parfois « *nationaliser les succès et bruxelliser les échecs* ».

Il identifie par ailleurs trois évolutions positives dans la trajectoire récente de l'Union. Premièrement, sa capacité de résilience face aux crises successives : financière, migratoire, pandémique, et depuis 2022, face à l'agression russe contre l'Ukraine. « *Il y a toujours eu un sursaut de solidarité* », observe-t-il, même lorsque les décisions sont prises au dernier moment. Deuxièmement, sa transformation progressive en acteur géopolitique, sous l'effet conjugué de la politique de Trump, de l'invasion de l'Ukraine et de l'émergence de la puissance chinoise – ce troisième facteur étant, selon lui, insuffisamment pris en compte dans les analyses. Troisièmement, la flexibilité remarquable du cadre institutionnel : sans modifier les traités, l'Union a su innover – coopération structurée permanente en matière de défense, traité budgétaire intergouvernemental, premier emprunt commun pour la relance post-Covid – prouvant qu'il est possible de faire « *beaucoup de choses en respectant l'esprit des traités* ».

II. Donald Trump et les États-Unis : gérer l'imprévisible

Philippe Étienne revient longuement sur son expérience du premier mandat de Donald Trump, d'abord depuis l'Élysée puis comme ambassadeur à Washington. Il nuance d'emblée la notion d'imprévisibilité : « *il est prévisible dans son imprévisibilité* ». Trump dispose d'objectifs constants – qu'on les appelle obsessions ou priorités – mais son mode de décision, délibérément opaque même pour ses collaborateurs les plus proches, constitue une tactique en soi, visant l'effet de surprise et le contre-pied.

Face à cette réalité, la stratégie française, portée par Emmanuel Macron dès 2017, a reposé sur le contact direct et le respect affiché. L'invitation au défilé du 14 juillet – alors même que les États-Unis venaient de se retirer de l'accord de Paris sur le climat – en est l'illustration la plus frappante. Philippe Étienne souligne l'intuition du Président français : « *montrer à Trump qu'il était respecté pour ce qu'il était, c'est-à-dire président de la plus grande puissance du monde, sans cacher les divergences* ». En parallèle, le travail de fond se poursuivait : lors des sommets G7 et G20, la France a réussi à faire inscrire l'irréversibilité de l'accord de Paris et à obtenir la signature de dix-neuf pays sur vingt, y compris l'Arabie Saoudite, la Chine et la Russie.

Il souligne que le deuxième mandat de Trump représente une rupture plus profonde encore : le Président américain n'est plus entouré de conseillers susceptibles de le tempérer, et son a priori négatif sur l'Union européenne s'exprime désormais sans filtre. Philippe Étienne rappelle à cet égard une anecdote révélatrice : lors de la visite d'État d'Emmanuel Macron en avril 2018, la première question posée par Trump fut : « *Emmanuel, quand est-ce que la France sort de l'Union européenne ?* ».

III. Le tandem franco-allemand : une relation essentielle, jamais acquise

Interrogé sur l'état de la relation franco-allemande à l'heure de la nouvelle coalition à Berlin, Philippe Étienne livre une analyse nuancée, nourrie de ses deux séjours en Allemagne – à Bonn avant la chute du Mur, puis comme ambassadeur à Berlin entre 2014 et 2017.

Il rappelle d'abord une réalité structurelle : « *on n'est jamais d'accord au début, par définition* ». C'est précisément cet effort permanent de dépassement des divergences qui fait la valeur du couple franco-allemand. Les différences culturelles et politiques entre les deux pays sont profondes – styles de pensée, rapport à la décision, appétit pour le risque – mais elles sont aussi complémentaires.

Sur le fond, il identifie trois lignes de fracture durables : le mix de politiques économiques, avec l'opposition récurrente entre investissement et rigueur budgétaire ; la question énergétique, marquée par des visions divergentes sur le nucléaire, même si la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a contribué à atténuer ce clivage ; et les grands projets industriels et capacitaires militaires, où les ambitions allemandes croissantes génèrent des tensions récurrentes, notamment dans le spatial et le domaine des armements.

Il note par ailleurs que l'Allemagne traverse une période de remise en cause de son modèle économique – fin des importations d'énergie russe à bon marché, difficulté à repositionner ses entreprises face à la concurrence chinoise – qui renforce les déséquilibres au sein du tandem. « *Quand vous ajoutez tout ça, vous retombez sur l'équation de base du franco-allemand : on est très différents, et on n'avancera que si on surmonte nos divergences par un effort de volonté politique* », conclut-il. Cet effort lui semble possible, à condition que la pression extérieure – Trump, Poutine, l'émergence chinoise – serve de catalyseur plutôt que de facteur de division.

IV. Le dossier iranien : une Europe engagée, mal comprise

Questionné sur l'apparente passivité européenne face à la crise iranienne, et sur le risque d'exclusion de l'Europe d'un éventuel processus de reconstruction post-conflit, Philippe Étienne récuse l'image d'une Europe spectatrice et rappelle l'historique de l'engagement européen sur ce dossier.

Il esquisse d'abord les scénarios possibles : maintien du régime, transition interne sur le modèle vénézuélien évoqué par Trump, changement démocratique – le scénario souhaité – ou chaos. Face à cette incertitude, la prudence européenne n'est pas de l'indifférence : « *personne ne leur a demandé leur avis quand le Président américain et le Premier ministre israélien ont décidé la guerre* ».

Sur le fond, Philippe Étienne rappelle que ce sont les Européens qui ont actionné, à l'automne dernier, le mécanisme de *snapback* des sanctions des Nations Unies contre le régime iranien – une décision qui n'a pas été simple à obtenir – et qui ont inscrit les Gardiens de la Révolution sur la liste des organisations terroristes après la répression. Il rappelle également que la France est engagée dans la négociation nucléaire avec l'Iran depuis 2003, et que c'est Emmanuel Macron, lors de sa visite d'État à Washington en 2018, qui a proposé à Trump un cadre en trois piliers – nucléaire, balistique, régional – pour relancer le dialogue. « *Les Européens sont en fait très impliqués* », insiste-t-il.

Sur le retrait américain du JCPOA [1], il livre une analyse sans concession : l'accord de 2015 était imparfait – ses clauses nucléaires avaient une date d'expiration, il ne couvrait ni le balistique ni les activités régionales du régime – mais il constituait une base multilatérale précieuse. Sa dénonciation unilatérale a enclenché un engrenage dont les conséquences déstabilisatrices sont aujourd'hui visibles. « *La question était : ne fallait-il pas garder cet accord malgré ses imperfections et travailler ensuite dessus ?* ».

Conclusion

Cet échange a offert une lecture à la fois intime et analytique de cinq décennies de construction européenne, à travers le regard d'un diplomate qui en a vécu les crises, les sursauts et les avancées de l'intérieur. Philippe Étienne laisse à l'auditoire une conviction centrale : l'Union européenne est fragile, complexe et souvent mal comprise, mais elle a prouvé, à chaque épreuve, une capacité de réinvention que ses détracteurs sous-estiment. À l'heure où les pressions extérieures – américaines, russes, chinoises – redessinent l'ordre mondial, cette capacité d'adaptation, adossée à une volonté politique renouvelée, demeure la ressource la plus précieuse de l'Europe.

Notes de bas de page :

[1] [Accord de Vienne sur le nucléaire iranien](#), 14 juillet 2015